



**PORTANT AUTORISATION D'OCCUPATION DU
DOMAINE PUBLIC SUR LES BERGES DE
LA RIVIERE D'ABORD
A L'OCCASION DE LA MANIFESTATION
NOU VIDE NOUT L ARMOIRE
LE SAMEDI 05 AOÛT 2023**

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE SAINT-PIERRE

VU la loi du 19 mars 1946 érigeant LA RÉUNION en Département, ensemble les textes subséquents qui l'ont modifiée ou complétée

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par les lois n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83.8 du 7 janvier 1983 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'organisation et de programmation relative à la sécurité, notamment son article 23-1 ;

VU la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L .2212-2, les articles L.2213-1 et suivants, les articles L.2214-1 et suivants ;

VU le Code général de la propriété des personnes publiques, notamment l'article L 2125-1 ;
L 2111-1, L 3111-1 ;

VU le Code de la route notamment les articles L 325 et suivants L 411-1, les articles R 110-1 et suivants R 325 et suivants R 411-3 et suivants, R 411-18, R 411-21-1, R 411-24, R 411-25, R 411-28, R 412.51; R 417-1 et suivants ;

VU le code de la Santé Publique R1334-30 à 37 ;

VU le Code Pénal notamment ses articles L.223.1 et suivants, 322.1 et suivants, R.610-5, R.623-2, R.631-1, R.632-1, R.641-1 ;

VU l'arrêté préfectoral n°037/DRASS/SE en date du 7 janvier 2010 relatif à la lutte contre le bruit du voisinage ;

VU la délibération du conseil municipal en date du mardi 21 février 2023, affaire n°23/1072 portant modification de la tarification des redevances d'occupation du domaine public et autres prestations de service ;



VU l'arrêté municipal DRH2020-1612 portant délégation de signature à Monsieur **Daniel ELLY**, Directeur Général des Services ;

VU la demande de l'**ASSOCIATION AFEMAR** en date du 29 mai 2023 ;

CONSIDÉRANT que pour permettre le bon déroulement de la manifestation intitulée « **NOU VIDE NOUT L ARMOIRE** », il y a lieu d'autoriser l'**Association des Femmes de Marins Pêcheurs de Saint Pierre (AFEMAR)**, à occuper le domaine public sur les berges de la Rivière d'Abord (côté Sud Est), **le samedi 05 août 2023**.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1/ Le public est informé que dans le cadre de la manifestation intitulée « **NOU VIDE NOUT L ARMOIRE** », l'**Association des Femmes de Marins Pêcheurs de Saint Pierre (AFEMAR)** est autorisée à occuper le domaine public communal sur les berges de la Rivière d'Abord (côté Sud Est) depuis la base nautique municipale jusqu'à l'Esplanade Niama, **le samedi 05 août 2023 de 06H00 à 15H00**.

ARTICLE 2/ Les conditions d'occupations sont les suivantes :

Son occupation est dépourvue de tout caractère commercial et est consentie intuitu personae et ne peut en conséquence, faire l'objet ni de cession, ni de location, ni de prêt.

- **Sa durée** : Cf. article 1

- **Ouverture au public** : **Le samedi 05 août 2023, de 06H00 à 14H00**

- L'organisateur est autorisé à occuper le domaine public et à y installer le matériel suivant fourni par l'Association AFEMAR :

* 10 tables,

* 10 bancs.

- **L'organisateur devra s'assurer que le nombre de personnes présentes sur le site ne dépasse pas 200 conformément à sa déclaration.**

- **Etat et entretien** : **L'organisateur** devra maintenir en bon état de propreté, l'emplacement concédé et se conformer aux règles d'hygiène et de sécurité. Il ne devra établir aucun dispositif ni utiliser aucun matériau susceptible de compromettre la sécurité et la salubrité publique.

- **Assurances** : **L'organisateur** prendra toute assurance nécessaire à la couverture de la manifestation, notamment en matière de responsabilité civile et devra adresser une copie de cette police à la Mairie.

ARTICLE 3/ Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4/ Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité ayant pris l'acte, Monsieur le Maire, rue Mézière Guignard - BP 342 – 97448 Saint-Pierre Cedex ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de la Réunion, 27 rue Félix Guyon - 97400 Saint-Denis dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification et/ou de publication



ARTICLE 5/ Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire, chef de la circonscription de sécurité publique de Saint-Pierre et Monsieur le chef de poste de la Police Municipale et les **organiseurs** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Saint-Pierre, le 04 AOUT 2023

Michel FONTAINE

Pour le Maire et par Délégation
Le Directeur Général des Services

Daniel ELLY

